



La Nouvelle-Aquitaine et L'Europe
agissent ensemble pour votre territoire



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION



CHARENTE
LE DÉPARTEMENT



Dordogne
le DÉPARTEMENT



LOT-ET-GARONNE
Le Département



AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE	AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CHARENTE	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CHARENTE- MARITIME	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LOT-ET-GARONNE	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES DEUX-SEVRES	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA VIENNE
----------------------------------	-----------------------------------	--	---	--	--	---	--	---	--



CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA HAUTE VIENNE	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CREUSE	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORREZE	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA GIRONDE
---	--	--	---

APPEL A PROJETS / CANDIDATURES 2018-2019

Plan de modernisation des élevages hors filière avicole

Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles

Type d'opération 4.1.1 des Programmes de Développement Ruraux (PDR)
Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes

Evolution entre les versions

Version V1.0 du XX/XX/XX : version originale

Version 1.0 du 26 octobre 2018

Pour la période du 26 octobre 2018 au 31 mai 2019

<https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu>

<https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr>

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 - DESCRIPTION DE L'OPERATION	3
ARTICLE 2 - MODALITES DE L'APPEL A PROJETS/CANDIDATURES	3
ARTICLE 3 - BENEFICIAIRES, CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU DEMANDEUR	5
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU PROJET	5
ARTICLE 5 - COUTS ADMISSIBLES	6
ARTICLE 6 - CRITERES DE SELECTION DES PROJETS ET SCORING	7
ARTICLE 7 - MONTANTS ET TAUX D'AIDES (tous financeurs confondus)	14
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ARTICLE 9 - CONTACTS	17
ANNEXE 1 : LISTE DETAILLE DES INVESTISSEMENTS ELIGIBLES.....	19
ANNEXE 2 : INVESTISSEMENTS PERMETTANT DE REpondre AU CRITERE DE SELECTION DE NIVEAU 2	23
ANNEXE 3 : Cahier des charges relatif à l'autodiagnostic ou diagnostic global énergie-GES des exploitations.....	25

ARTICLE 1 - DESCRIPTION DE L'OPERATION

Les dispositions du présent appel à projets/candidatures définissent, pour la région Nouvelle-Aquitaine et pour la période du 1^{er} octobre 2018 au 31 mai 2019, l'ensemble des modalités incombant aux porteurs de projets sollicitant une aide financière pour des dépenses d'investissement dans le cadre de l'opération « Plan de modernisation des élevages » hors filière avicole.

Ces dispositions s'appliquent pour le FEADER, l'Etat, les Collectivités territoriales et les Agences de l'eau.

Cet appel à projets/candidatures s'inscrit dans le cadre des Programmes de Développement Ruraux 2014-2020 (PDR Aquitaine, PDR Limousin et PDR Poitou-Charentes) qui permettent de mobiliser des crédits du FEADER.

L'objectif de cette opération est d'assurer à long terme la compétitivité des exploitations agricoles dans le secteur de l'élevage en Nouvelle-Aquitaine et de soutenir la réalisation d'investissements permettant de mieux répondre aux exigences environnementales et sociales.

Pour ce faire, il s'agit de soutenir les investissements concernant les enjeux suivants :

- modernisation des bâtiments d'élevage,
- la gestion des effluents d'élevage,
- l'amélioration de la qualité sanitaire des exploitations,
- la réduction de la consommation d'énergie sur l'exploitation et la production d'énergies renouvelables.
- l'optimisation des conditions de travail dans les bâtiments d'élevage.

Sont examinés dans cet appel à projets, les projets/candidatures relatifs au secteur élevage (hors avicole).

Tous les investissements en lien avec l'activité d'élevage avicole font l'objet d'un appel à projets/candidatures spécifique.

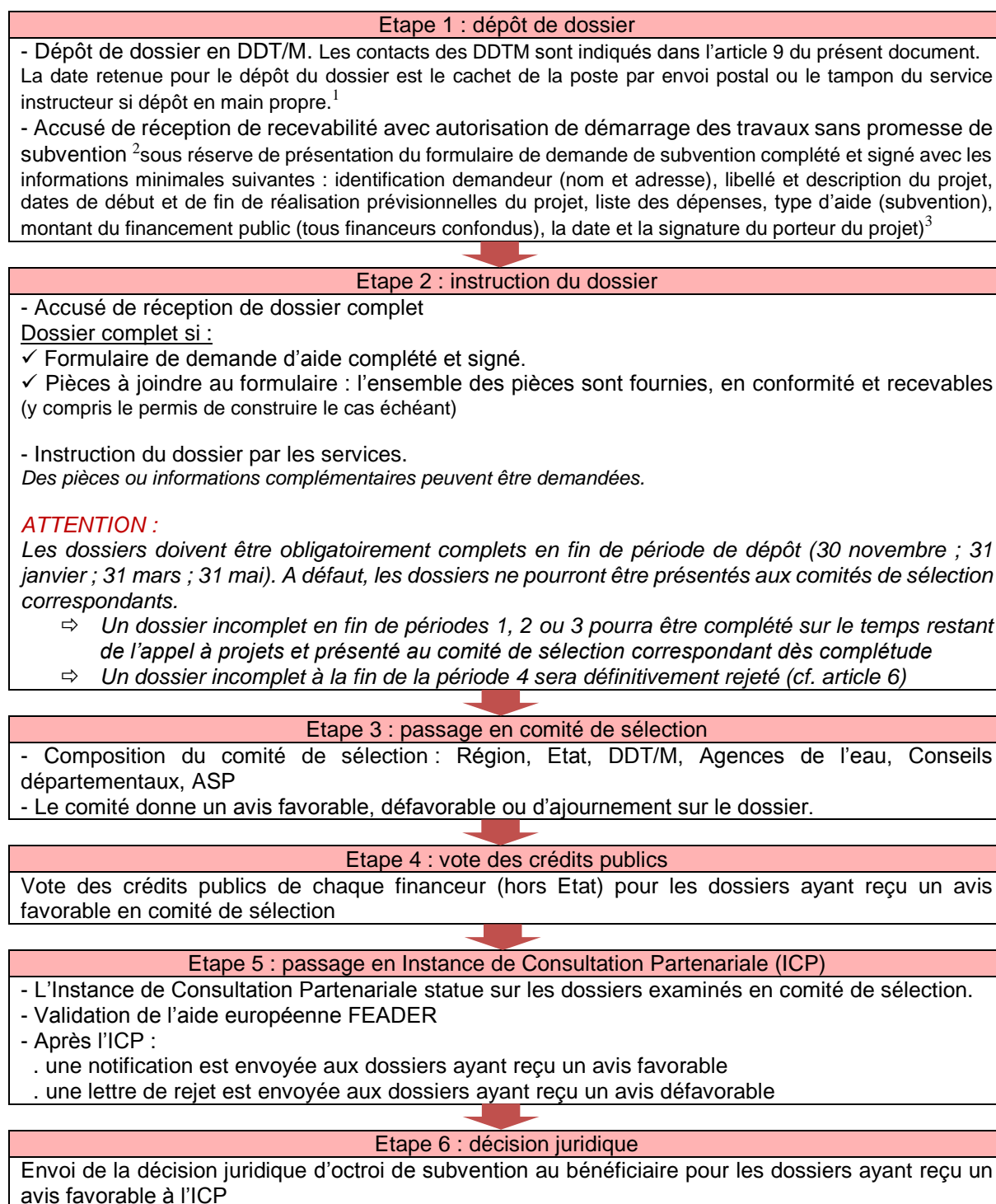
ARTICLE 2 - MODALITES DE L'APPEL A PROJETS/CANDIDATURES

L'opération « Plan de modernisation des élevages » hors filière avicole se présente sous la forme d'un appel à projets/candidatures avec 4 périodes de dépôt de dossiers complets permettant un dépôt de dossiers échelonné au cours de l'année :

	Début de dépôt de dossier	Fin de dépôt de dossier complet
Période 1	26 octobre 2018	30 novembre 2018
Période 2	1 ^{er} décembre 2018	31 janvier 2019
Période 3	1 ^{er} février 2019	31 mars 2019
Période 4	1 ^{er} avril 2019	31 mai 2019

L'enveloppe indicative globale de dépenses publiques pour cet appel à projets/candidatures est de 12 millions d'euros tous financeurs confondus, sur les trois PDR.

Le dossier suivra les étapes suivantes (détails dans la notice) :



¹ La date de dépôt (cachet /tampon) détermine la période à laquelle sera examiné le dossier.

² La date de début d'éligibilité des dépenses correspond à la date d'accusé de réception du service instructeur.

³ Pour des projets en lien avec l'installation d'un jeune agriculteur (JA ou NI), le démarrage des travaux peut débuter avant le lancement des appels à projets/candidatures, sans promesse de subvention, sous réserve de l'envoi à la DDT(M) du siège d'exploitation d'un courrier daté et signé du demandeur comportant à minima les éléments suivants : identification demandeur (nom, adresse, n° SIREN/SIRET), libellé et description du projet, contexte de la demande, dates de début et de fin de réalisation prévisionnelles du projet, liste des dépenses, type d'aide (subvention), montant du financement public (tous financeurs confondus), date et signature du porteur du projet.

ARTICLE 3 - BENEFICIAIRES, CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU DEMANDEUR

Les financements publics accompagnant cette opération s'adressent aux demandeurs répondant aux exigences suivantes :

- les exploitants agricoles qui exercent une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime :
 - . exploitants agricoles personnes physiques (exerçant à titre individuel) âgé d'au moins 18 ans et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale⁴,
 - . exploitants agricoles personnes morales (exerçant dans un cadre sociétaire et les associations) dont l'objet est agricole,
 - . établissements de développement agricole et de recherche sous réserve qu'ils détiennent une exploitation agricole et exercent une activité agricole,
- les groupements d'agriculteurs : structures collectives (dont les GIEE et les associations) dont 100% des parts sociales sont détenues par des exploitants agricoles (au sens ci-dessus) ou qui soient composées exclusivement par des exploitants agricoles (au sens ci-dessus).

Les bénéficiaires non éligibles à l'opération sont les suivants :

- les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA),
- les Coopératives agricoles ainsi que leurs filiales.

Tout demandeur s'engage à respecter les obligations générales (engagements du demandeur) stipulées dans le formulaire de demande de subvention et notamment :

- rester propriétaire de son investissement pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final,
- conserver son activité agricole pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final,
- conserver sur son exploitation les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final.

Dans le cas d'une transmission d'exploitation, le repreneur reprendra l'ensemble des engagements du bénéficiaire.

L'ensemble des financements publics s'inscrivent dans le cadre du volet agricole du Grand Plan d'Investissement.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU PROJET

- Plancher de dépenses éligibles : 10 000 € HT
- Siège d'exploitation : sur le territoire Nouvelle Aquitaine
- Pour les fermiers : obtention préalable de l'autorisation du propriétaire d'effectuer les travaux
- Diagnostics :
 - Effluents d'élevage : diagnostic DEXEL à jour obligatoire pour tous les projets. Il doit être réalisé par une structure compétente. Ce diagnostic de l'exploitation démontrera qu'après réalisation du projet l'exploitation détiendra les capacités agronomiques et réglementaires de stockage des effluents d'élevage requises pour l'ensemble de l'exploitation.

⁴ La situation est appréciée au 1^{er} janvier de l'année civile de dépôt de la demande.

Pour les exploitations dont l'ensemble des ateliers d'élevage, à l'issue du projet, ne génèrent aucun effluent qui pourrait nécessiter un ouvrage de stockage ou de traitement, le DEXEL n'est pas obligatoire. Un auto-diagnostic (cf. annexe 4 du formulaire de demande d'aide), démontrant qu'aucun ouvrage de stockage ou de traitement d'effluents d'élevage n'est nécessaire sur l'exploitation, devra être fourni.

- Energie : Il est obligatoire si les investissements ; concernant la catégorie 4 intitulée « Enjeu amélioration de la performance énergétique des exploitations » (cf. annexe 1) ; sont supérieurs à 10 000 € HT

Son principe est de permettre aux éleveurs d'avoir une approche globale de l'exploitation afin de mesurer la performance énergétique et de l'améliorer. L'outil utilisé pour réaliser le diagnostic doit permettre de répondre aux objectifs suivants :

- 1/ évaluer les consommations énergétiques directes et indirectes de l'exploitation agricole, avec leur répartition par poste, et pour les principaux ateliers de l'exploitation le cas échéant
- 2/ identifier les émissions de gaz à effet de serre par l'exploitation, avec leur répartition par poste
- 3/ identifier les puits de carbone
- 4/ contribuer à une réflexion plus globale sur la triple performance économique, sociale et environnementale de l'exploitation.

Il est possible de réaliser un auto-diagnostic grâce à l'outil gratuit « je diagnostic ma ferme » (<http://www.jediagnostiquemaferme.com/>), ou tout autre diagnostic dès lors qu'il soit conforme à l'instruction ministérielle DGPE/SDC/2018-382 du 15 mai 2018 dont le cahier des charges est repris en annexe 3 du présent appel à projets.

- Périodicité des dossiers : Le dépôt d'un nouveau dossier pour une même exploitation agricole (même numéro de SIRET) devra obligatoirement être postérieur à la réception de la demande de solde par le service instructeur (DDT/M) du dossier précédent.

ARTICLE 5 - COUTS ADMISSIBLES

Dépenses éligibles :

- Les investissements matériels exclusivement liés au projet, en lien avec les enjeux de l'opération (cf. annexe 1).
- La location de matériel et les matériaux liés aux travaux d'auto-construction en lien direct avec le projet.
- Les frais généraux en lien avec le projet dans la limite de 10% des autres dépenses éligibles plafonnées : honoraires d'architectes, les dépenses liées au conseil en matière de durabilité environnementale et économique (diagnostics), études de faisabilité.

Les dépenses sont appréciées Hors Taxe.

Dépenses inéligibles (liste non exhaustive) :

- la TVA,
- la maîtrise d'œuvre,
- les consommables et les jetables,
- les équipements liés à la vente de produits agricoles,
- les coûts d'acquisition foncière,
- les frais de montage de dossier,

- les investissements destinés au stockage de matériel agricoles,
- les contributions en nature,
- les investissements liés à une norme communautaire minimale dans les domaines de l'hygiène et du bien-être animal et de l'environnement (sauf exception, cf. article 8),
- la main d'œuvre liée aux travaux d'auto-construction,
- les équipements d'occasion ou reconditionnés
- les équipements en copropriété,
- les investissements qui concernent des opérations de renouvellement ou de remplacement à l'identique,
- les investissements financés par un crédit-bail,
- Auto-construction :

La location de matériel, les matériaux et équipements dédiés à la réalisation des travaux suivants :

- . charpente et couverture pour **les bâtiments fixes ou mobiles** de plus de 2 m au faîtage (hors tunnels)
- . réseaux d'électricité et de gaz,
- . investissements de performance énergétique de la catégorie E4,
- . fosses de stockage de lisier.

ARTICLE 6 - CRITERES DE SELECTION DES PROJETS ET SCORING

Conformément au volet agricole du Grand Plan d'Investissement, la sélection des dossiers prendra notamment en compte le caractère structurant de l'investissement de manière adaptée à chaque filière de production. "

La procédure de sélection s'appuie sur une grille de notation (cf. ci-dessous) construite sur la base de critères de sélection. L'application de ces critères donne lieu à l'attribution d'une note qui permet de classer les projets.

Les dossiers sont classés en fonction de leur note en trois priorités :

Priorité 1, dossiers ultra-prioritaires	Les dossiers atteignant une note supérieure ou égale à 55 points sont examinés selon l'ordre d'arrivée suivant les périodes d'appel à projets/candidatures, lors de comité de sélection.
Seuil ultra-prioritaire : 55 points	
Priorité 2 : dossiers en attente	Les dossiers atteignant une note comprise entre 25 et 54 points au cours de l'année sont automatiquement ajournés par le comité de sélection. Ils seront examinés à la dernière période de l'appel à projets/candidatures en fonction de leur note et de l'enveloppe budgétaire disponible.
Seuil note minimale : 25 points	
Non prioritaires : dossiers non retenus	Les dossiers, bien qu'étant éligibles, n'atteignant pas la note minimale de 25 points sont rejetés lors des comités de sélection.

IMPORTANT

En fin d'appel à projets/candidatures, les dossiers n'ayant pas reçu un avis favorable sont automatiquement rejetés ; en particulier, les dossiers non complets à la date du 31/05/2019. Pour rappel, un dossier complet est un dossier comportant le formulaire de demande d'aide et l'ensemble des pièces justificatives, conformes et recevables. Le projet pourra faire l'objet d'un nouveau dépôt de dossier sur un éventuel appel à projets ultérieur mais seuls les travaux/investissements n'ayant pas eu un commencement d'exécution avant ce nouveau dépôt de dossier, seront potentiellement subventionnables.

Les dossiers portés par des nouveaux installés (JA ou NI) dérogent à cette règle. Un dossier déposé non complet avant le 31/05/2019 (fin d'appel à projets) pourra être complété ultérieurement dans le cadre d'un éventuel nouvel appel à projets. Un accusé de réception, sans promesse de subvention, avec autorisation de démarrage des travaux permettra de prendre date de ce dépôt et de commencer l'exécution des travaux/investissements. En revanche, à la sortie du nouvel appel à projets, l'exploitant devra re-déposer une demande complète et l'instruction du dossier sera soumise aux règles de ce nouvel appel à projets.

PRINCIPES DE SELECTION	DEFINITION DU CRITERE	POINTS
Mise aux normes conformément à l'article 17 du R(UE) n°1305/2013	Projet porté par une exploitation dont au moins un bâtiment d'élevage se trouve en zone vulnérable nitrates au moment de la demande d'aide et qui comprend des investissements de gestion des effluents liés aux travaux de mise aux normes relatif au programme d'actions Nitrates en cours, d'au moins 10 000€ HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées)	55
Renouvellement générationnel	<ul style="list-style-type: none"> - Projet porté par une exploitation comprenant au moins un nouvel installé (NI) ou un jeune agriculteur (JA) au moment de la demande d'aide OU - Projet porté par un exploitant inscrit au Répertoire Départ Installation et ayant réalisé un « diagnostic d'exploitation à céder » dans le cadre du volet 5 du dispositif AITA (Accompagnement à l'Installation Transmission en Agriculture) au moment de la demande d'aide 	40
Structuration des filières de production IMPORTANT : - les niveaux 1 et 2 ne sont pas cumulables - pour atteindre le niveau 2, il est obligatoire de répondre aux exigences du niveau 1 - le choix du critère se fait en fonction de l'atelier sur lequel porte la majorité (plus de 50%) des investissements - pour les créations d'atelier, les critères seront appréciés lors de la dernière demande de paiement	<u>Niveau 1 filière bovin viande :</u> - Adhésion à la Charte des Bonnes Pratiques d'Elevages (CBPE) et adhésion à une Organisation de Producteurs ou à une coopérative pour l'activité bovin viande avec engagement dans une filière commerciale sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement). OU - au moment de la demande d'aide : adhésion à la Charte des Bonnes Pratiques d'Elevages (CBPE) et exploitation dont au moins 40 % du chiffre d'affaire de l'atelier bovin viande est réalisé par la vente de bovins abattus et découpés à la ferme ou non	20
	<u>Niveau 2 filière bovin viande :</u> - Taux de finition supérieur ou égal à 65 % : nombre d'animaux vendus pour être directement abattus/nombre total d'animaux vendus (au moment de la demande d'aide ou de la dernière demande de paiement) OU - Adhésion à un SIQO (hors bio) sur l'atelier concerné par au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement)	30 (= 20 niveau 1 + 10 niveau 2)
	<u>Niveau 1 filière bovin lait :</u> - Adhésion à la Charte des Bonnes Pratiques d'Elevages (CBPE) et à une coopérative ou à une Organisation de Producteurs laitiers sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement) OU - Présence d'un atelier de transformation de produits laitiers fermiers avec formation au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) de l'exploitant au moment de la demande d'aide	20
	<u>Niveau 2 filière bovin lait :</u>	30 (= 20 niveau 1 + 10 niveau 2)

	<ul style="list-style-type: none"> - Projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs au bloc traite (cf. annexe 2). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées). OU - Adhésion au contrôle laitier officiel OU - Création d'un atelier Bovin Lait OU - Adhésion à une organisation collective en lien avec une activité de transformation et/ou de commercialisation de produits laitiers fermiers (bovin lait) au moment de la demande d'aide tel que : union des producteurs fermiers, IDOKI, collectif inter structures fermières (CIF 64), bienvenue à la ferme, marchés des producteurs de pays, AMAP 	
	<p><u>Niveau 2 filière caprin viande :</u> Présence, sur l'année n-1 de la demande d'aide, d'un atelier d'engraissement de chevreaux qui ne sont pas nés sur l'exploitation ET au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion à une Organisation de Producteurs sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement) OU - au moment de la demande d'aide : exploitation dont au moins 40 % du chiffre d'affaire de l'atelier caprin viande est réalisé par la vente de chevreaux abattus à la ferme ou non et prêts à consommer 	30
	<p><u>Niveau 1 filière caprin lait :</u> Adhésion au Code Mutuel sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement). ET aux choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - adhésion au « conseil pilotage du troupeau » (cf. annexe 3 du formulaire de demande d'aide), réalisé par une structure compétente, sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement) OU - adhésion au contrôle laitier OU - Présence d'un atelier de transformation de produits laitiers fermiers avec formation au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) de l'exploitant au moment de la demande d'aide 	20
	<p><u>Niveau 2 filière caprin lait :</u> - Projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs au bloc traite et/ou nurserie (cf. annexe 2). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées).</p> <p>OU</p> <p>- Création d'un atelier caprin lait</p>	<p>30 (= 20 niveau 1 + 10 niveau 2)</p>

	<p><u>Niveau 1 filière ovin viande :</u> Sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement) : élevage éligible au dispositif « <i>Aide ovine</i> de base » au moment de la demande d'aide ou au plus tard au moment de la demande de solde.</p>	20
	<p><u>Niveau 2 filière ovin viande:</u> - Projet d'amélioration des conditions de vie des animaux : augmentation d'au moins 10 % des surfaces d'aires de vie (aires de couchage + aires d'exercice couvertes) consacrées aux ovins allaitants (y compris création d'atelier) OU - Adhésion à un SIQO (hors bio) sur l'atelier concerné par au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement)</p>	30 (= 20 niveau 1 + 10 niveau 2)
	<p><u>Niveau 1 filière ovin lait :</u> Sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement) : - Adhésion à un SIQO (hors bio) sur l'atelier concerné par au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés OU - Présence d'un atelier de transformation de produits laitiers fermiers avec formation au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) de l'exploitant au moment de la demande d'aide</p>	20
	<p><u>Niveau 2 filière ovin lait :</u> <u>Dans la zone AOP Ossau-Iraty :</u> - Respect du cahier des charges AOP Ossau-Iraty ET au choix : - Projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs aux blocs traite et/ou aux équipements d'automatisation de la distribution des fourrages et concentrés (cf. annexe 2). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées). OU - Création d'un atelier ovin lait <u>Hors de la zone AOP Ossau-Iraty :</u> - adhésion au contrôle laitier OU - adhésion à une Coopérative pour la commercialisation des agneaux ET au choix : - Projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs aux blocs traite et/ou aux équipements d'automatisation de la distribution des fourrages et concentrés (cf. annexe 2). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées).</p>	30 (= 20 niveau 1 + 10 niveau 2)

	OU - Création d'un atelier ovin lait	
	<u>Niveau 1 filière équins-asins :</u> Exploitation avec au moins 3 juments ou ânesses poulinières au moment de la demande d'aide ou de la demande de solde	20
	<u>Niveau 2 filière équins-asins :</u> Adhésion à la charte EquiQualite sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement).	30 (= 20 niveau 1 + 10 niveau 2)
	<u>Niveau 1 filière porcine :</u> Sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement) : - Adhésion à un SIQO (hors bio) sur l'atelier concerné par au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés OU - Adhésion à une Organisation de Producteurs si aucun SIQO (hors bio) n'est accessible sur le territoire de l'exploitation. OU - Adhésion à une démarche race locale (Pie Noir du Pays Basque, Gascon, Cul Noir du Limousin) et adhésion au SIQO s'il existe sur la race OU - exploitation dont au moins 40% du chiffre d'affaire de l'atelier porc est réalisé par la vente de porcs abattus et découpés à la ferme ou non	20
	<u>Niveau 2 filière porcine :</u> Adhésion à une structure sanitaire sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement) ET au choix : - projet de développement d'au moins 25% du nombre de places d'engraissement ou de post sevrage (y compris la création d'atelier) OU - projet d'investissement portant majoritairement (au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés) sur un atelier plein-air	30 (= 20 niveau 1 + 10 niveau 2)
	<u>Niveau 1 filière veaux de boucherie :</u> Atelier bénéficiant d'une contractualisation sur une longue période (durée minimum de 5 ans où 10 bandes) sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement)	20
	<u>Niveau 2 filière veaux de boucherie :</u> - projet d'augmentation d'au moins 50% du nombre de places (y compris la création d'atelier)	30

	OU - projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatif à un dispositif de préparation automatique de l'alimentation lactée (<i>silo + centrale de préparation = automatisation de l'incorporation de la poudre, du dosage, du mélange et de la température</i>)	(= 20 niveau 1 + 10 niveau 2)
	Niveau 1 filière cunicole : - Adhésion à un Groupement de Producteurs pour la mise en marché de la production sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement) OU - au moment de la demande d'aide, exploitation dont au moins 40 % du chiffre d'affaire de l'atelier cunicole est réalisé par la vente de lapins abattus à la ferme ou non prêts à consommer	20
	Niveau 2 filière cunicole : Adhésion à la charte sanitaire FENALAP sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement)	30 (= 20 niveau 1 + 10 niveau 2)
	Niveau 1 filière apicole : Adhésion à un organisme de développement apicole (ADA) sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement)	20
	Niveau 2 filière apicole : Création ou modernisation d'un atelier d'élevage de reines domestiques (à destination de l'auto-renouveau où à la vente de produits d'élevage) ou à la production de gelée royale (cf. annexe 2).	30 (= 20 niveau 1 + 10 niveau 2)
Environnement IMPORTANT : ① Critères non cumulables entre eux	Projet porté une exploitation engagée dans le mode de production biologique (conversion ou maintien) sur l'atelier sur lequel porte au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés au moment de la demande d'aide. ①	35
	Projet comportant majoritairement (au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés) des investissements sur l'atelier apicole ①	20
	Projet porté par une exploitation engagée dans une démarche de certification environnementale reconnue de niveau 2 ou niveau 3 sur l'ensemble des ateliers de son exploitation (au moment de la demande d'aide ou à la demande de solde) ①	15
	Projet soutenu par un GIEE ou inscrit dans le cadre d'un GIEE au moment de la demande d'aide, sous réserve que le dossier comporte majoritairement (au moins 50%) des investissements éligibles retenus et plafonnés qui s'inscrivent dans le cadre du GIEE	15
	Projet de changement total du mode de gestion des effluents : projet induisant une réduction totale (100%) de production de lisier vers une production de fumier composté (100% de compostage) sur l'ensemble des ateliers l'exploitation.	15
Périodicité des dossiers	Projet porté par une exploitation n'ayant pas reçu de subvention publique au titre de l'opération « plan de modernisation des élevages » (appel à projets/candidature hors avicole) depuis le 1er janvier 2017	10

ARTICLE 7 - MONTANTS ET TAUX D'AIDES (tous financeurs confondus)

Les plafonds et taux d'aide suivant s'entendent tous financeurs confondus :

- plafond de dépenses éligibles par dossier : 80 000 €HT

Dans le cadre de la transparence GAEC, le plafond applicable pour les GAEC est dépendant du nombre d'associés-exploitants du groupement dans les proportions suivantes :

. GAEC composés de deux associés : 144 000 €HT

. GAEC composés de trois associés et plus : 200 000 €HT

- taux d'aide publique de base : 30%

- majorations :

+ 5% pour les JA ou NI installés depuis moins de 5 ans

+ 10% si le siège de l'exploitation est en zone de montagne

Le total des aides apportées par les financeurs publics (Etat, Europe (FEADER), collectivités, Agences de l'eau, maître d'ouvrage public) doit atteindre obligatoirement le taux d'aide publique.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

- **Définition d'une « installation » :**

« Nouvel Installé » = NI : agriculteur installé depuis moins de 5 ans, ayant ou non bénéficié de la DJA pour son installation.

« Jeune agriculteur » = JA : agriculteur de moins de 40 ans, installé depuis moins de 5 ans et ayant bénéficié de la DJA.

Si l'exploitant n'a pas bénéficié de la DJA (NI), la date de son installation est sa première date d'inscription à la MSA (Mutualité Sociale Agricole) en tant que chef d'exploitation.

Si l'exploitant a bénéficié de la DJA (JA), la date de son installation est celle qui figure sur le certificat de Conformité Jeune Agriculteur (CJA), qui est à fournir **au plus tard** à la première demande de paiement.

Pour être considéré comme NI ou JA, le dépôt de dossier **doit intervenir moins de 5 ans après la date d'installation**.

Exemple : un agriculteur s'est installé en année n avec la DJA à l'âge de 38 ans. Il dépose un dossier en année n+4. Il est NI puisqu'il est installé depuis moins de 5 ans mais n'est pas JA (sens UE) car a plus de 40 ans au dépôt de sa demande.

- **Précisions concernant le financement de la mise aux normes de la gestion des effluents d'élevage :**

Sur tout le territoire (RSD, ICPE, zones vulnérables):

Les exploitations agricoles doivent respecter des normes sur la gestion des effluents d'élevage (RSD, ICPE, normes zone vulnérables).

Les investissements en lien avec ces mises aux normes sont les ouvrages de stockage (couverture non incluse) : fosses de stockage et terrassement associé (poche souple, fosse sous caillebotis et pré fosses) et fumières.

Or, les investissements relatifs à ces mises aux normes sont éligibles uniquement dans deux cas :

1/ lorsque le droit de l'Union impose de nouvelles exigences aux agriculteurs. Ainsi, une aide aux investissements peut être accordée pour un maximum de 12 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation agricole.

2/ pour les jeunes agriculteurs (JA) qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole comme chefs d'exploitation. Ainsi, une aide aux investissements peut être accordée durant la période de réalisation des actions du plan d'entreprise (4 ans à partir de la date d'installation c'est-à-dire la date du CJA, sous réserve des conditions de réalisation inscrite dans la décision juridique).

Dans tous les autres cas, ces investissements ne sont pas éligibles.

Ainsi, les investissements relatifs à la norme en vigueur (capacité exigible) applicable à la situation initiale de l'exploitation (c'est-à-dire au dépôt du dossier, sur les effectifs existants avant-projet) ne sont pas éligibles, c'est l'abattement individuel. Cette part réglementaire abattue (non éligible) se calcule au cas par cas à l'aide du diagnostic DEXEL.

En revanche :

- si le projet est lié à une augmentation d'effectifs, les ouvrages de stockage correspondant à cette augmentation sont entièrement éligibles (part réglementaire et au-delà).
- si le projet comporte des ouvrages de stockage destinés aux effluents des effectifs avant projet et des effectifs supplémentaires, la part réglementaire correspondant aux effectifs initiaux avant projet ne sera pas financée (sauf pour les JA chefs d'exploitation⁵).

Dans tous les cas, il sera vérifié qu'à l'issue du projet les exigences relatives aux capacités de stockages ont bien été prises en compte.

Pour les JA, les travaux doivent être terminés (factures acquittées) dans un délai de 4 ans à partir de la date d'installation (date du CJA), sous réserve des conditions de réalisation inscrite dans la décision juridique.

Application aux zones vulnérables :

Une exploitation est située en zone vulnérable quand au moins un bâtiment d'élevage est situé en zone vulnérable.

En lien avec les règles ci-dessus :

Pour les **Nouvelles Zones Vulnérables 2018** bassin Adour-Garonne :

- Les investissements de mise aux normes **sont éligibles si l'exploitant s'est déclaré auprès de la DDT/M avant le 30 juin 2020**. La date de mise aux normes des capacités de stockage par rapport au 6^{ème} programme d'actions, est fixée au **1^{er} septembre 2021** (sauf dérogation). Le dossier doit donc être déposé au plus tard le 1^{er} septembre 2021, cependant les factures relatives à ces travaux de gestion des effluents peuvent être acquittées jusqu'au 1^{er} septembre 2022.

Pour les éleveurs ayant fait une demande de prorogation avant le 1^{er} septembre 2021, alors la date de mise en conformité est fixée au 1^{er} septembre 2022

Pour les jeunes agriculteurs (JA) **qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole comme chef d'exploitation :**

- Les investissements de mise aux normes sont éligibles, **quelle que soit la zone** (Historique 2007, historique 2012, ZV 2015 pour le bassin Adour Garonne ou ZV 2017 pour le bassin Loire-Bretagne, zones vulnérables Adour Garonne 2018)⁶.

⁵ L'aide peut être accordée durant la période de réalisation des actions du plan d'entreprise (4 ans à partir de la date d'installation c'est-à-dire la date du CJA), sous réserve des conditions de réalisation inscrite dans la décision juridique.

Les investissements de mise aux normes en zones vulnérables 2007 et 2012 ne sont pas éligibles (*délai de 12 mois dépassé*) sauf pour les JA.

Les investissements de mise aux normes en zones vulnérables 2015 et 2017 ne sont plus éligibles (*délai de 12 mois dépassé*) sauf si une demande de prorogation a été déposée avant le 1^{er} octobre 2018 et pour les JA.

- **Précisions techniques pour les projets équins :**

Le bénéficiaire doit être un éleveur d'équidés et doit répondre aux conditions suivantes :

- Il doit être propriétaire de ces animaux,
- L'activité d'élevage équine doit être majoritaire (supérieur à 50%). Cette part est calculée de la façon suivante : **ratio marge brute(ou Chiffre d'Affaire) des activités d'élevage équine éligibles au FEADER / marges brutes(ou Chiffre d'Affaire) de l'ensemble des activités équines > à 50%**
- Les activités d'élevage équines éligibles au FEADER sont ⁷ les produits de l'élevage (vente de poulains et de chevaux issus de l'élevage) et les produits de la reproduction (saillies).

- **Précisions concernant le financement des panneaux photovoltaïques :**

Cas 1 / L'exploitant n'est pas propriétaire du bâtiment alors, seuls les aménagements intérieurs sont éligibles (y compris les murs, bardages et portails).

Cas 2 / L'exploitant est propriétaire du bâtiment et l'électricité produite n'est pas revendue pour tout ou partie à un opérateur, elle est valorisée dans son intégralité pour les besoins de l'exploitation (et de l'habitation pour les sites non reliés sur le réseau d'électricité). L'ensemble des investissements en lien avec le projet de production d'énergie photovoltaïque sont ainsi éligibles : le bâtiment, la charpente et la couverture, les aménagements intérieurs et les panneaux.

Cas 3 / L'exploitant est propriétaire du bâtiment et l'énergie produite est destinée pour tout ou partie à des opérateurs. Les dépenses éligibles concerneront la charpente, le bâtiment, les aménagements intérieurs (y compris les murs, bardages et portails), la couverture tout ou partie en fonction du mode de pose des panneaux.

⁷ Les activités inéligibles figurent dans la notice 1.6

ARTICLE 9 - CONTACTS

1/ Contacts des services instructeurs / Direction Départementale des Territoires et de la Mer

Département	Adresse	Département	Adresse
DDT de la Charente (16)	43, rue du Docteur-Charles-Duroselle 16016 ANGOULEME Cedex http://www.charente.gouv.fr	DDTM des Landes (40)	351 Boulevard St Médard BP 369 40012 MONT DE MARSAN CEDEX http://www.landres.gouv.fr
DDTM de la Charente-Maritime (17)	89 avenue des Cordeliers, CS 80000 17018 LA ROCHELLE Cedex 1 http://www.charente-maritime.gouv.fr	DDT du Lot-et-Garonne (47)	1722 avenue de Colmar 47 916 AGEN http://www.lot-et-garonne.gouv.fr
DDT de la Corrèze (19)	Cité Administrative Jean Montalat Place Martial Brigouleix BP 314 19011 TULLE Cedex http://www.correze.gouv.fr	DDTM des Pyrénées-Atlantiques (64)	19 avenue de l'Adour 64 600 ANGLET http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr
DDT de la Creuse (23)	Cité administrative BP 147 23003 GUERET Cedex http://www.creuse.gouv.fr	DDT des Deux-Sèvres (79)	39, avenue de Paris BP 526 79022 NIORT Cedex http://www.deux-sevres.gouv.fr
DDT de la Dordogne (24)	rue du 26ème Régiment d'Infanterie Cité administrative 24024 PERIGUEUX Cedex http://www.dordogne.gouv.fr	DDT de la Vienne(86)	20, rue de la Providence BP 80523 86020 POITIERS Cedex http://www.vienne.gouv.fr
DDTM de la Gironde (33)	Cité Administrative Rue Jules Ferry BP 90 33 090 BORDEAUX Cedex http://www.gironde.gouv.fr	DDT de la Haute-Vienne (87)	22, rue des Pénitents-Blancs - CS 43217 87032 LIMOGES Cedex 1 http://www.haute-vienne.gouv.fr

2/ Point d'accueil informations PCAE

Pour toutes demandes d'informations, vous pouvez contacter la Chambre d'Agriculture de votre département (cf. tableau ci-dessous).

Pour information, le montage de votre dossier peut être accompagné par toutes structures compétentes dans le domaine (Organisation de producteurs, structures de conseils, Chambre d'agriculture, coopérative, agence comptable, syndicats ...).

Organisme	Nom	Adresse mail	Tel
Chambre d'agriculture de la Dordogne	PEYRAT Elodie	elodie.peyrat@dordogne.chambagri.fr	05 53 45 47 50
	GIBIAT Damien	damien.gibat@dordogne.chambagri.fr	
Chambre d'agriculture de Gironde	MONTMARTIN Yann	y.montmartin@gironde.chambagri.fr	05 56 35 00 00

Chambre d'agriculture des Landes	LARTIGAU Patrick	patrick.lartigau@landes.chambagri.fr	05 58 85 45 53
Chambre d'agriculture de Lot et Garonne	CHAUVEAU Valérie	valerie.chauveau@lot-et-garonne.chambagri.fr	05 53 77 83 08
Chambre d'agriculture des Pyrénées Atlantiques	ROUSSEAU Solène	s.rousseau@pa.chambagri.fr	05 59 80 70 14 06 85 30 22 87
Chambre d'agriculture de la Corrèze	BOSSOUTROT Camille	camille.bossoutrot@correze.chambagri.fr	05 55 21 55 53
Chambre d'agriculture de Creuse	CARDINAUD Delphine	delphine.cardinaud@creuse.chambagri.fr	05 55 61 50 28 06 60 57 43 05
Chambre d'agriculture de Charente	TRINIOL Audrey	audrey.triniol@charente.chambagri.fr	05 45 24 49 49
Chambre d'agriculture de Charente- Maritime	WITCZAK Nadège	nadege.witczak@charente-maritime.chambagri.fr	05 46 50 45 20
Chambre d'agriculture de Deux-Sèvres	SERRES Michel	michel.serres@deux-sevres.chambagri.fr	05 49 77 15 15
Chambre d'agriculture de la Vienne	CHEVALLIER Lise	lise.chevallier@vienne.chambagri.fr	05 49 44 75 40
Chambre d'agriculture de la Haute-Vienne	FAUCHERE Christelle	christelle.fauchere@haute-vienne.chambagri.fr	05 87 50 42 41 06 69 07 93 21

ANNEXE 1 : LISTE DETAILLE DES INVESTISSEMENTS ELIGIBLES

CATEGORIE 1 : ENJEU DE MODERNISATION DES BATIMENTS D'ELEVAGE

1. LOGEMENTS DES ANIMAUX

- terrassement, divers réseaux, maçonnerie, etc.
- construction ou rénovation de bâtiments (y compris ossature, charpente, toiture, bardage, isolation pour les bâtiments neufs, sol, gouttières et descentes d'eau),
- tunnels, cabanes et abris fixes (encrage au sol par des plots ou scellement béton inamovibles) destinés au logement des animaux,
- aires d'attente, d'exercice et d'alimentation (y compris couverture et bardage),
- nurserie, aire d'isolement, local de quarantaine,
- salles de tétée en veau de lait sous la mère.

2. EQUIPEMENTS ET MATERIEL D'ELEVAGE

- **équipement visant à une amélioration des conditions sanitaires d'élevage et de surveillance** : filets brise-vent, aération, ventilation, télésurveillance, lecteurs de boucles, brumisation, régulation thermique, automatisation des ouvertures de trappes, alarme, groupe électrogène fixe, pad cooling
- **équipement visant à l'amélioration des conditions de manipulation des animaux et de la qualité** : équipements de contention, de tri, de pesée, parcs de contention mobiles
- **équipement et aménagement fixe intérieur** : logettes, cornadis, équipements de distribution de l'alimentation (tapis d'affouragement, mangeoires, chaîne d'alimentation, distributeurs automatiques de concentrées, distributeurs automatiques de lait, automates d'alimentation et d'abreuvement, boisseaux de stockage) et équipement de distribution d'eau (ligne de pipettes, système d'abreuvement, impluvium), frais de plomberie et électricité (si inhérents aux aménagements et équipements fixes intérieurs), barrières, logements collectifs spécifiques et leur mécanisation électrique, chauffage, pompe doseuse, système de traitement de l'eau (peroxydation,...), équipement fixe de paillage des bâtiments
- **équipements mobiles consacrés exclusivement** à la distribution d'aliments concentrés, dans la limite de **9 000€**.
- **investissements et équipements évitant l'écoulement des eaux pluviales et la dilution des effluents**,
- **pour les élevages cunicoles** : Reposes pattes, cages pré-cheptel grands modèle, mezzanines, cages aménagées, parcs.
- investissements périphériques à la méthanisation : pré et post traitement des digestats et effluents d'élevage
- équipement pâturage : clôtures, râtelier et nourrisseurs au champ, système d'abreuvement au champ (abreuvoirs et réseaux de canalisations nécessaires pour acheminer l'eau jusqu'aux animaux)

3. LOCAUX ET MATERIEL DE TRAITE

- bâtiment,
- salle de traite (y compris contention),
- robots de traite,
- décrochage automatique et compteurs à lait,
- automate de lavage et autres équipements de traite (à l'exclusion des tanks à lait)
- investissements d'économie d'énergie dans le bloc de traite
- système d'alimentation dans la salle de traite
- système d'identification automatique des animaux en salle de traite

4. EQUIPEMENTS SPECIFIQUES A L'APICULTURE

- bâtiment de stockage des équipements indispensables à l'activité (local destiné à l'entreposage des ruches, ruchettes, hausses). *Nota bene* Les ruches, ruchettes et hausses ne sont pas éligibles à cet Appel à Projets.
- bâtiment et équipement pour le greffage : appareil de prélèvement de sperme de faux-bourdon, équipement CO2 pour appareil à inséminer les reines et inséminateur, loupe binoculaire, lampe froide, Picking, Cupularve, cagette JZ-BZ, protecteur de cagette
- bâtiment et équipement pour l'élevage de reines : couveuse, nucs de fécondation (miniplus), capture et marquage des reines (cage et marqueur), ruche d'élevage 2 compartiments, entonnoir à abeille, grille à reine, collecteur à abeille pour production de paquet d'abeille
- bâtiment et équipement pour la production de pollen : trappe à pollen- séchoirs, déshumidificateur, nettoyeur, trieur, souffleur
- bâtiment et équipement pour la production de gelée royale : aspirateur pour gelée royale, doseuse=>transfo remplisseuse, cadre d'élevage avec nourrisseur, barrette de cupule, bâtiment spécifique destinés à la production de pollen

5. AUTRES CONSTRUCTIONS / EQUIPEMENTS

5.1 Aménagement extérieur des bâtiments

- aménagements des abords des bâtiments : aires bétonnées, empierrement ou enrobage, devant portes et portails, trottoirs de sortie des animaux, aménagement et stabilisation des abords et des accès, quai d'embarquement, aires de manœuvre de fumières et fosses, zone de stationnement, de chargement ou de livraison
- petits travaux pour création d'une zone tampon contre les eaux souillées (fossé/bourrelet) avant le cours d'eau.

5.2 Autonomie alimentaire

- installations de séchage en grange
- constructions et équipements de stockage de fourrage (silo couloir, hangar à fourrage) dans la limite de 35 000€HT d'investissement
- construction et équipements fixes directement liés à la fabrication d'aliments à la ferme.
- investissements visant à l'étanchéité du sol des silos (ragréage, béton),

CATEGORIE 2 : ENJEU EFFLUENTS D'ELEVAGE
--

- ouvrages de stockage du fumier, du lisier et des autres effluents liquides : poche à lisiers, fosses, fumière, citerne de stockage des eaux blanches issues de la salle de traite, clôtures, etc.,
- couverture des ouvrages de stockage du fumier, du lisier et des autres effluents liquides.
- investissements visant à l'étanchéité des réseaux de collecte et des ouvrages de stockage des effluents,
- réseaux et matériels fixes permettant le transfert des liquides d'une fosse vers l'autre : pompes, canalisations de transfert,
- racleur automatique, hydrocurage,
- dispositif de collecte des eaux de lavage,
- dispositifs de traitement des effluents (ex : séparation des liquides et des solides, matériels d'homogénéisation du lisier par brassage ou broyage), système autonomes de gestion des effluents reconnus lagunage (type installation traitement des effluents type filtre roseaux pour eaux blanches), filtre à paille,

- investissements visant le traitement des effluents en lien avec les locaux de traite,
- quais et plates-formes de compostage,
- matériel d'enfouissement des effluents lors de l'épandage : enfouisseurs, pendillards (sous réserve qu'il soit couplé avec un enfouisseur : nouvel investissement ou déjà présent avec justification)

CATEGORIE 3 : ENJEU QUALITE SANITAIRE

Nota bene à l'attention des éleveurs bovins :

Au regard du contexte régional préoccupant s'agissant de la persistance épidémiologique de la tuberculose bovine, il est rappelé aux exploitations l'importance de mettre en œuvre les investissements de contention et de biosécurité permettant de rendre efficiente la prophylaxie, ceci, pour une meilleure prévention des risques sanitaires.

Pour plus d'informations sur les mesures de biosécurité pouvant être mises en œuvre, vous pouvez vous référer à l'instruction technique DGAL/SDSPA/2018-743 du 03/10/2018

- équipement pour les élevages de bovins concernés par la tuberculose (détenant un APDI ou une attestation GDS prescrivant des investissements de biosécurité dans le cadre de la lutte contre la tuberculose bovine) : système de pompage et de stockage d'eau, condamnation du point d'eau naturel
- sas sanitaires, et aménagements (douche/lavabo)
- protection des sites d'élevage : effaroucheurs, filets, panneaux de signalisation d'élevage, barrières et clôtures attenantes aux bâtiments et aux abris d'élevage,
- gestion des cadavres : cloche d'équarrissage, bac d'équarrissage, aménagement aires de dépôt des bacs, enceinte réfrigérée de stockage des cadavres, plateforme d'équarrissage,
- installations fixes de nettoyage et de désinfection pour les animaux et/ou les locaux,
- Aménagement d'une aire de nettoyage et de désinfection dont fosses de récupération des eaux pluviales
- **barrières** sanitaires externes : fossés de récupération/évacuation et citernes de collecte dédiées aux eaux souillées de l'unité de production,

CATEGORIE 4 : ENJEU AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DES EXPLOITATIONS

1. ECONOMIE D'ENERGIE

- échangeurs thermiques de type air-air, air-sol, puits canadien, VMC double-flux
- équipements liés à un local de production et d'utilisation d'énergie renouvelable destinée au séchage en grange des fourrages : ventilateurs, cellules et caillebotis, griffe, point roulant, déshumidificateur
- isolation des bâtiments existants de logement des animaux,

2. ENERGIE RENOUVELABLE

- chauffe-eau solaire thermique,
- chaudière à biomasse et matériel de valorisation associé,
- pompes à chaleur,
- équipements liés à la substitution d'une source d'énergie fossile (ex/ Puit canadien)
- équipements liés à la production et à l'utilisation d'énergie photovoltaïque, si les deux conditions suivantes sont respectées :
 - Aucune revente d'énergie sur le réseau des opérateurs
 - Valorisation de la totalité de l'énergie produite pour les besoins de l'exploitation (et de l'habitation pour les sites non reliés sur le réseau d'électricité).

CATEGORIE 5 : DIAGNOSTICS

1. **DIAGNOSTIC EFFLUENTS**

Diagnostic de gestion des effluents DEXEL : dépense éligible plafonnée à 1 100 € HT

2. **DIAGNOSTIC ENERGIE**

Diagnostic énergie-GES dépense éligible plafonnée à 1 000 € HT.

ANNEXE 2 : INVESTISSEMENTS PERMETTANT DE REPONDRE AU CRITERE DE SELECTION DE NIVEAU 2

Il n'est pas obligatoire de réaliser l'ensemble de ces investissements pour répondre au niveau 2 (investissements au choix).

Investissements liés au bloc traite (filière bovin lait, ovin lait et caprin lait) :

Bâtiment : la laiterie, la salle de traite et le parc d'attente (s'il y en a un) et un local technique et/ou coin bureau intégré dans le même bâtiment

Installation eau et électricité du bloc traite

Matériel de traite (tuyauterie, pompe à vide, régulateur, pulsation, unité terminale, postes de traite, dépose automatique, compteurs à lait, programmeur de lavage...) ou le robot de traite

Contention sur les quais ou la plateforme Roto

Système d'alimentation en salle de traite (auges devant la contention en quai, auges sur le roto, vis d'amenée du concentré et silo pour le concentré distribué en SDT)

Pré refroidisseur à lait, récupérateur de chaleur sur le tank à lait, chauffe-eau.

Gestion des eaux blanches : tous dispositifs de stockage ou de traitement des eaux blanches

Investissements liés à la nurserie (filière caprin lait) :

Bâtiment (aires paillées, couloirs d'affouragement, local technique de stockage) : terrassement, réseau eau et électricité, maçonnerie, charpente couverture, isolation, portes, fenêtres, portails, électricité, abreuvement

Matériel et équipement : cornadis, barrières, barres à l'auge, parois séparatrices de lots, ventilation dynamique (extracteur d'air, cheminées d'extraction, régulation, fenêtres spéciales entrées d'air), chauffage fixe (radiants gaz ou électricité, générateur à air chaud gaz).

Gestion des eaux souillées (de la phase lactée) : fosse spécifique et/ou canalisation d'amenée des eaux souillées vers autre dispositif de stockage ou de traitement

A noter que la nurserie peut comprendre 2 types de bâtiments :

- soit 1 bâtiment avec utilisation mixte (pour les petits élevages) - avec phase lactée et post sevrage dans le même bâtiment
- soit 2 bâtiments séparés ou cloisonnés : une partie phase lactée (jusqu'à 2/3 mois d'âge) en ventilation dynamique et une partie post sevrage en ventilation statique.

Investissements liés aux équipements d'automatisation de la distribution des fourrages et concentrés (filière ovin lait) :

- Tapis d'alimentation,
- Roulimètre fixe ou sur rail,
- Chariot sur tapis,
- Chevrier,
- Griffe de distribution de fourrages,
- Silos de stockage des concentrés,
- Vis et trémie fixe mélangeuse de concentrés

Bâtiments et matériels spécifiques destinés à l'élevage de reines d'abeilles domestiques ou à la production de gelée royale (filière apicole) :

- Greffage : appareil de prélèvement de sperme de faux-bourdon, appareil à inséminer les reines, loupe binoculaire, lampe froide, équipement CO2 pour appareil à inséminer, Picking, cupularve, cadre d'élevage avec nourrisseur, barrettes de cupules, cagettes JZ BZ et protecteurs cagettes.
- Couveuses
- Nucs de fécondation : Miniplus

- Capture et marquage des reines : cages et marqueurs
- Matériel élevage de reines : ruche d'élevage 2 compartiments, entonnoir à abeilles, grille à reine, collecteur à abeilles pour production de paquet d'abeilles
- Gelée royale : aspirateur pour gelée royale, doseuse remplisseuse, cadre d'élevage avec nourrisseur, barrette de cupules

ANNEXE 3 : CAHIER DES CHARGES RELATIF A L'AUTODIAGNOSTIC OU DIAGNOSTIC GLOBAL ENERGIE-GES DES EXPLOITATIONS

Objectifs du diagnostic :

- 1/ évaluer les consommations énergétiques directes et indirectes de l'exploitation agricole, avec leur répartition par poste, et pour les principaux ateliers de l'exploitation le cas échéant
- 2/ identifier les émissions de gaz à effet de serre par l'exploitation, avec leur répartition par poste
- 3/ identifier les puits de carbone
- 4/ contribuer à une réflexion plus globale sur la triple performance économique, sociale et environnementale de l'exploitation.

NB/ Le terme diagnostic sera utilisé et sous entendra le terme auto-diagnostic également.

1 – Introduction

Le présent cahier des charges concerne les diagnostics énergie-GES réalisés dans les exploitations agricoles et exigés pour certains investissements dans le cadre du Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCAE).

Il précise le contenu minimal des informations apportées par l'outil utilisé par l'exploitation diagnostiquée, apportant toute garantie de transparence et d'objectivité, ainsi que des recommandations sur la présentation des résultats.

2 – Objectif et définition du diagnostic énergie-GES

L'objectif général du diagnostic est d'établir le bilan énergétique et de gaz à effet de serre de l'exploitation. Il est réalisé dans le but d'accompagner les agriculteurs dans les choix d'investissements lui permettant une réduction des émissions de GES et de la consommation d'énergie, notamment la réduction de la dépendance aux énergies non renouvelables.

Il peut se concevoir comme une première étape de sensibilisation, ouvrant la voie à un diagnostic plus complet et un ensemble de démarches de progrès.

Il s'appuie sur des éléments clés de l'exploitation agricole : le cheptel et les produits animaux, l'assolement et les produits végétaux, les intrants, les pratiques de fertilisation, les bâtiments et matériels utilisés et les équipements d'économies d'énergies ou de production d'énergies renouvelables.

a- Partie énergie

D'un point de vue opérationnel, le diagnostic énergétique d'une exploitation agricole vise à élaborer un bilan de la situation énergétique globale de l'entreprise.

Le diagnostic énergie permet :

- de faire un état des lieux de la quantité d'énergie directe et indirecte consommée par l'exploitation agricole ;
- d'évaluer la performance énergétique sur la base d'indicateurs le cas échéant ; La consommation d'énergie directe est liée à l'utilisation des produits pétroliers (fioul domestique, fioul lourd, gazole non routier, gaz naturel, gaz butane – propane), de l'électricité ainsi que des lubrifiants qui y sont généralement associés dans les outils de diagnostic. Elle inclut l'énergie directe utilisée par des tiers sur l'exploitation (entreprises etc).

La consommation d'énergie indirecte comprend celle utilisée pour la fabrication des intrants (fertilisation, aliments du bétail, semences, phytosanitaires...), y compris leur transport depuis les lieux de production jusqu'à l'exploitation, et pour la fabrication du matériel et des bâtiments.

b- Partie GES

Le diagnostic GES permet :

- de faire un état des lieux des émissions de gaz à effet de serre (GES), de l'exploitation agricole ;
- de faire un état des lieux du stockage et du relargage de carbone sur les terres de l'exploitation
- de se comparer à des exploitations similaires le cas échéant Les émissions de GES comprennent à minima les émissions de dioxyde de carbone, de méthane et de protoxyde d'azote dues à la consommation d'énergie, aux animaux et à la fertilisation, et au carbone des sols.

c. Données minimales à fournir

1. Consommations totales d'énergie

Type de consommation (unités : GJ/an - % de la consommation totale- GJ/ha - GJ/unité)

Produits pétroliers et gaz

Électricité

Engrais

Aliments bétail

Autres

TOTAL consommation énergie

Production éventuelle d'énergies renouvelables

TOTAL bilan énergie

2. Emissions totales de GES

Sources d'émissions (teqCO₂/an - % des émissions totales - teqCO₂/ha teqCO₂/unité)

Énergies directes

Fabrication intrants

Fermentation entérique animaux

Stockage déjections d'élevage

Sols agricoles

TOTAL EMISSIONS BRUTES

Variation annuelle de stock carbone (sols et bois)

GES évités par les énergies renouvelables

TOTAL EMISSIONS NETTES

3 – Traitement et analyse

Une interface ad hoc permet de saisir les données d'entrée (description de l'exploitation,

énergie directe et indirecte), d'effectuer les traitements nécessaires et de fournir des résultats sous forme de tableaux et de graphiques ; dans certains cas des références régionales pour la comparaison de l'exploitation sont proposées.

Tout outil élaboré ou validé par un institut de recherche ou un institut technique reconnus qui fournit les éléments minimaux indiqués dans la présente annexe peut être utilisé. L'outil peut être régional ou national. A titre d'exemple, les logiciel Dialecte (<https://solagro.org/dialecte-util-4>), CAP'2ER ou « jediagnostiquemaferme » peuvent être utilisés.

4 – Rapport de diagnostic

Ce rapport comprendra notamment :

- le nom de l'auto-diagnostic utilisé ;
- un descriptif simplifié de l'exploitation agricole et des principaux équipements :
 - SAU
 - taille du cheptel en UGB
 - type de production majoritaire
 - production laitière annuelle si présente
- un bilan des consommations énergétiques et émissions des gaz à effet de serre de l'exploitation sur une année avec la répartition par poste cf point c.; Ces éléments devront être rassemblés sur une page, afin d'en faciliter l'extraction et la collecte.